

À LA VEILLE DES EXAMENS DE FIN D'ANNÉE

Imperturbable Benghabrit

Pondérée, la ministre de l'Education nationale rassure que toutes les dispositions ont été prises pour endiguer le phénomène de la fraude et/ou fuite lors des examens de fin d'année. Aussi appelle-t-elle les élèves et leurs parents à la veille de ces épreuves à la sérénité et surtout à la vigilance face aux campagnes de dénigrement et d'intox qui prévalent en pareilles circonstances.

M^{me} Nouria Benghabrit, qui a exhorté hier, à partir de Constantine, les parents à soustraire leur progéniture des tensions, surcharges de travail et autres pressions à la veille des examens, s'est également félicitée du climat général qui a caractérisé l'année scolaire qui tire à sa fin. Examens qui débiteront dès ce 24 mai par la fin de cycle du primaire avec une nouveauté qui a nécessité un effort supplémentaire des pouvoirs publics et de la tutelle, notamment en ce sens qu'il n'y aura pas cette année de délocalisation pour les élèves de cinquième, appelés à passer les épreuves dans leurs propres établissements.

Une mesure qui a porté le nombre des centres d'examen à travers le territoire national à plus de 13 000 au lieu de 6 000 centres environ retenus pour la même épreuve l'année dernière. Peu de changements par contre annoncés à propos des fins de cycles moyen et secondaire qui n'ont pas connu de perturbations notables durant l'année scolaire même si l'on susurre que des mesures draconiennes prévaudront à la tenue de ces deux examens hantés en chaque occasion par le spectre de la triche comme ce fut le cas au baccalauréat de l'année dernière.

Un épisode aussi honni qu'éludé puisque la ministre de l'Education nationale, qui se projette déjà dans les préparatifs de la prochaine rentrée scolaire, annonce l'expérimentation dès ce dernier trimestre du nouveau système d'information du secteur de l'éducation dont la mise en œuvre effective entrera en vigueur dès septembre prochain.

Un outil de gestion moderne aussi

bien des carrières des employés de l'éducation nationale que des cursus des élèves. Modernisation ou plutôt normalisation à travers une nette amélioration des actes de gestion qui apportera une plus grande transparence et débureaucratise de l'administration et des établissements scolaires mais aussi une uniformisation de procédés au sein de ces dernières. «Nous

sommes sur la bonne voie», a estimé M^{me} Benghabrit qui cite l'exemple des concours des recrutement de l'année dernière qui n'auraient fait l'objet «d'aucun recours de la part des candidats et ce, grâce à la transparence qu'offre le système informatisé et qui a contribué à un regain de crédibilité d'un secteur dont la réputation était quelque peu entaché, selon elle.

Il reste néanmoins un défi à relever, celui de l'actualisation des données puisque l'opération d'enregistrement a commencé en 2015, «il y a une attente mais aussi une volonté de parachever ce projet qui nécessite un accompagnement et un contrôle rigoureux car nul n'est satisfait de la situation actuelle qui s'apparente à la mauvaise ges-

tion», poursuit la ministre de l'Education nationale. Sur un autre chapitre, la ministre a regretté le fait que les bibliothèques scolaires n'offrent pas plus que des ouvrages parascolaires, consultés par les élèves à l'approche des examens seulement, ce qu'elle qualifiera de dérive ajoutant qu'elle aspire avec le concours du ministère de la Culture à fournir ces bibliothèques d'un contenu le plus large possible et de livres d'auteurs algériens de même qu'elle projette à l'horizon 2018 la conception d'une anthologie littéraire scolaire maghrébine en collaboration avec les pays de cet espace.

M^{me} Benghabrit, qui était accompagnée des professeurs Zitouni et Grangaud, a inscrit sa visite à la wilaya

de Constantine notamment dans le sillage de l'encouragement à l'initiative de l'association Waha d'aide aux malades du cancer présidée par le professeur Aberkane et dont l'action entre dans le cadre du programme national de lutte contre le cancer.

«L'espace scolaire est idoine pour la sensibilisation contre le tabagisme notamment, la valeur ajoutée aujourd'hui est que la prévention embrasse un aspect didactique et est intégrée dans les séquences d'apprentissage», s'est-elle félicitée de l'initiative de Waha qui aspire à une école sans tabagisme. Douze établissements scolaires sont en cours de réalisation dans la wilaya de Constantine.

K. G.

DÉLAIS DE SIGNATURE DES PROGRAMMES D'IMPORTATION DE MÉDICAMENTS

Le problème des retards définitivement réglé d'ici 2018

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière est affirmatif : le problème des retards dans les délais de signature des programmes d'importation de médicaments sera définitivement résolu d'ici l'année prochaine.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Problème récurrent pour les opérateurs en pharmacie, les retards enregistrés annuellement dans la signature des programmes d'importation de médicaments seraient du passé.

Rassurant, Abdelmalek Boudiaf a indiqué que la mise en place de l'Agence nationale de médicaments, qui a déjà entamé son travail, va régler le problème des retards dans la signature des programmes annuels d'importation de médicaments. Selon lui, l'agence est en train de récupérer petit à petit les prérogatives de la Direction générale de la

pharmacie du ministère de la Santé, seule habilitée jusque-là à délivrer les quotas annuels d'importation de médicaments et de matières premières.

Une prérogative que l'agence de médicaments a récupérée et qui devra accélérer la procédure de libération des quotas annuels d'importation. Ainsi, le problème des retards dans la signature des programmes d'importation, promet le premier responsable du secteur, sera définitivement réglé d'ici l'année prochaine. Il a expliqué que d'ici le mois de juin ou de juillet prochains, son département sera en mesure de connaître les besoins de l'Algérie en médicaments pour l'année 2018 et pourrait donc prévoir les besoins et faire son planning en avance. «D'ici le mois de juin ou juillet prochains, au plus tard, nous aurons la liste des produits pharmaceutiques dont nous aurons besoin pour l'année prochaine, ce qui nous permettra de nous projeter sur les quotas à importer et nous serons même capables de connaître à l'avance la facture à déboursier pour l'année 2018», a indiqué le ministre de la Santé.

Le retard dans la signature des programmes annuels d'importation de produits pharmaceutiques est souvent à l'origine de conflits entre le ministère de la Santé et les opérateurs pharmaceutiques.

Ce système de quotas, mis en place depuis 2009, pour rationaliser les dépenses en médicaments et faire baisser la facture d'importation, est qualifié de blocage par les opérateurs.

Souvent, ils n'arrivent pas à lancer leurs commandes dans les temps, faute de retard dans la délivrance des autorisations d'importation. Ce qui est à l'origine de création de tensions sur la disponibilité de médicaments.

Pour rappel, la facture d'importation des produits pharmaceutiques a augmenté en 2016 à 2 milliards de dollars enregistrant une hausse de 2,4% alors que les quantités importées ont reculé de 23 614,2 tonnes soit une baisse de 12,3%. Le marché du médicament en Algérie a été estimé à 3, 3 milliards d'euros à fin 2016, selon les chiffres du ministère de la Santé.

S. A.

ILS CRÉENT LEUR FÉDÉRATION NATIONALE

Les géomètres métreurs s'organisent pour défendre leurs droits

Les géomètres métreurs qui dénoncent une «mise à l'écart» et un «isolement» professionnels ont créé hier, leur fédération nationale, un cadre qui leur permettra de mieux s'organiser.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Les géomètres métreurs se plaignent de la politique des deux poids, deux mesures. Selon eux, ils subissent une injustice et une exclusion par rapport aux géomètres experts fonciers, mieux considérés. «Nous avons le sentiment d'un certain isolement et une certaine mise à l'écart professionnels d'autant plus que le code d'activité 607-08 de la profession du géomètre topographe est le premier code dans ce sens, bien avant la création de l'Ordre national des géomètres experts fonciers en 1996», précise Mourad Hadid, géomètre à Biskra, hier, en marge de la tenue du congrès constitutif de la Fédération nationale des géomètres métreurs, tenue au siège de l'UGCAA (Union générale des commerçants et des artisans algériens) à Alger.

Selon lui, les géomètres métreurs ont été mis à l'écart et dépourvus de leurs droits avec l'entrée en vigueur de la loi 95-08. Une situation qu'il explique par la «mauvaise interprétation» du code d'activité par rapport à leurs confrères les géomètres experts fonciers. «Ce code ne stipule pas la mise à l'écart des géomètres métreurs. D'ailleurs, la plupart des géomètres métreurs ont encadré les experts fonciers et ce n'est pas honnête de les marginaliser», dit-il encore avant d'ajouter : «Nous demandons à ce que notre existence soit reconnue ainsi que notre expérience et tous nos efforts».

Même son de cloche chez le géomètre et membre de la commission des géomètres de la wilaya d'Oran, Kada Messaoud. «Malgré notre registre de commerce de cabinet de géomètre et métreur, l'administration ne reconnaît pas notre travail, notamment le cadastre et la conservation

foncière. Pour seul argument, ces administrations mettent en avant une note qui ne reconnaît pas le travail des géomètres métreurs.

Pourtant, aucune loi ne nous interdit d'exercer notre métier, et la possession d'un registre de commerce nous autorisant à le faire en est la preuve», explique-t-il.

Et à M'hamed Benhamadi, géomètre à Oran, d'enchaîner. «Les experts géomètres fonciers ont créé leur ordre de telle sorte que, nous ne

pouvons pas y accéder puisque l'accès est conditionné par le diplôme d'ingénieur. Nous avons ainsi été mis à l'écart, pourtant nous faisons le même travail qu'eux».

Les géomètres métreurs se retrouvent ainsi «lésés» par l'administration, car, poursuit-il, «le décret ministériel n'est pas clair et ne définit pas les missions».

Pour ces professionnels, la création d'une fédération nationale reste leur seule solution. «Elle nous permet-

tra de mieux s'organiser afin de pouvoir changer les choses et reconquérir nos droits», dit-il.

Par ailleurs, nombre de participants ont signalé un déficit en géomètres en Algérie. «Aujourd'hui, la moyenne est de dix bureaux de géomètres par wilaya. De par l'immensité du territoire national, le nombre de géomètres en activité reste très insuffisant pour couvrir tout le territoire national», assure-t-on.

Ry. N.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE À BOUMERDÈS

La consommation des produits maraîchers hors saison se paye

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdeslam Chelghoum, a effectué ce samedi une visite à Cap Djinet dans l'est de la wilaya de Boumerdès pour inaugurer un Salon de la pêche et de l'aquaculture, supposé être de dimension régionale ; mais nullement touché par les normes qu'exige une telle activité.

Tout s'est fait dans la désorganisation et aucun objectif de ce salon ne ressortait clairement aux yeux des observateurs ou même des exposants. On a vu par contre une armada de télévisions.

A l'issue de ses activités protocolaires, le ministre a animé un point de presse. Répondant à une question sur les inquiétudes des ménagères quant au coût du couffin durant le mois du Ramadhan notamment l'augmentation attendue des produits agricoles, le ministre n'a pas donné plus d'indications pouvant rassurer davantage ces ménagères.

Selon lui, les produits agricoles ont connu une très forte augmentation parce qu'ils sont cultivés, au sud, sous serre, ce qui augmente leurs coûts de production. «Les prix, relatifs à certains produits, ont connu, il y a quelques semaines, une légère augmentation. Ces produits sont ceux, hors saison.» Explique-t-il. Selon lui, contre cette augmentation, il y a désormais la disponibilité de produits de saison.

Revenant sur les prix exorbitants payés par les ménages pour acheter des produits maraîchers notamment, le ministre dira «Ces produits sont cultivés sous serre, donc la production

coûte plus cher. La production était disponible, mais on ne peut l'acheter au même prix que celle de saison. Par ailleurs, la diminution récente des prix est la conséquence des récoltes hors production sous serre. Je peux, à l'occasion, rassurer les citoyens concernant la disponibilité des produits agricoles durant le mois du Ramadhan.» Attendons les premiers jours du mois sacré pour voir sur le terrain ce qu'il en est des assurances du ministre.

Les programmes de développement rural se poursuivent

Notre question se rapportait au programme du développement des zones rurales, notamment l'éventualité du gel des financements du PPDR (Programme de proximité du développement rural intégré). Sur cette question, le ministre était sûr de lui. «Il n'y a actuellement aucun blocage en ce qui

concerne les programmes de l'agriculture. L'activité économique dans le monde rural, c'est essentiellement l'agriculture. Quand on parle du développement agricole, la vision est tout à fait claire. Dans cette activité en zones rurales, il y a deux objectifs que sont les volets économique et social.» Dirait-il, précisant en outre qu'il s'agit de la revitalisation des espaces ruraux. Et de conclure ce chapitre.

«Pour ce qui est des programmes, ils sont en train de se poursuivre normalement dans le domaine agricole ou forestier. Il est en effet nécessaire de mettre la forêt au cœur de cette dynamique d'investissements que connaît le secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche. Dans le modèle de croissance économique, l'agriculture est considérée comme un axe important de diversification économique.»

Abachi L.